



ÉDITORIAL

Des villes de paix face à un monde en guerre

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Alors que les maires restent les élus préférés des Français, le premier tour des élections municipales a été marqué par une abstention record, signe d'une crise démocratique profonde, ravivée depuis le déni des urnes du président de la République lors des législatives de 2024. Profitant de la colère populaire, le Rassemblement national confirme son ancrage dans plusieurs villes et est en situation de conquérir de nouvelles mairies. Même si pour d'autres villes des victoires renouvelées, des bascules, des conquêtes sont un souffle positif pour la gauche dans son ensemble, cette perspective sombre d'une extrême droite progressant ne peut être banalisée. Derrière le maquillage de la « normalisation », le projet reste le même : opposer les habitants entre eux, fracturer la société, désigner des boucs émissaires plutôt que de s'attaquer aux causes profondes des injustices.

Ce danger prospère sur un terreau bien réel : celui des difficultés quotidiennes que vivent des millions de Français avec l'augmentation des prix de l'essence, la précarité énergétique, les licenciements et des tickets de caisse qui s'envolent. À ces difficultés sociales s'ajoute un contexte international qui pèse comme une chape de plomb. Au Moyen-Orient, la guerre est là et risque d'embraser la région, faisant peser un risque majeur de déstabilisation mondiale et de catastrophe environnementale. Les populations civiles paient toujours le prix lourd de ces logiques de confrontation, de domination et de conflit.

Le retour d'un discours impérialiste et brutal sur la scène internationale, incarné par Trump et ses alliés, alimente un jeu de rapports de force permanents. Cette vision du monde, faite de nationalisme agressif et de mépris du droit international, nourrit partout les forces réactionnaires. Ces tensions internationales sont parfois instrumentalisées pour attiser les divisions, désigner des ennemis intérieurs et nourrir un climat de suspicion et de peur généralisées. En France, l'extrême droite ne se limite plus aux partis politiques. Des groupes identitaires

se structurent, se radicalisent et cherchent à peser dans le débat public. Les actions provocatrices de collectifs comme les féministes de Némésis ou l'influence croissante de milliardaires ultra-conservateurs comme Pierre-Édouard Stérin ou Vincent Bolloré s'inscrivent dans une stratégie plus large : banaliser les idées d'exclusion, légitimer les discours racistes et installer une hégémonie culturelle réactionnaire pour une conquête du pouvoir méthodiquement financée.

Il faut le marteler : partout où l'extrême droite gouverne, on assiste à un recul des solidarités, du tissu associatif, culturel, à un affaiblissement de la démocratie locale, des droits des femmes et des personnes LGBT+. À l'inverse, dans des villes dirigées par la gauche, par des maires communistes notamment, la cohésion sociale et le vivre-ensemble dans lequel chacun a sa place sont bien vivants et sources d'émancipation. Le rassemblement des forces de gauche est la seule option face à l'extrême droite. Non pas par calcul mais par devoir : la République ne peut prospérer que sur l'égalité, la fraternité et le refus des discriminations. Dans un monde traversé par les logiques de guerre, par les ambitions impériales et par la montée des nationalismes, nos villes peuvent et doivent rester des lieux de solidarité, de démocratie et de paix.

Dimanche, chaque voix comptera pour choisir entre une société de solidarité et de progrès ou une société de repli, de peur et de division. L'heure est venue de faire barrage à l'extrême droite et à l'union des droites, et de refaire vivre l'espoir, depuis l'échelle locale, avec des maires qui répondent aux besoins des populations. ●

Le rassemblement des forces de gauche est la seule option face à l'extrême droite. La République ne peut prospérer que sur le refus des discriminations.